

# LE POPULAIRE

ORGANE DU PARTI SOCIALISTE

“ SOCIALISME et LIBERTÉ ”

## Manifeste du Parti Socialiste

*Le document, d'une importance décisive, que nous publions aujourd'hui a reçu la triple adhésion du Comité d'action socialiste de la zone nord, du Comité d'action socialiste de la zone sud et de l'Union Jean-Jaurès, qui groupé à Londres la colonie socialiste française. C'est-à-dire l'adhésion unanime de l'ensemble du Parti socialiste, S. F. I. O.*

*Il définit fortement, pour la période actuelle, la politique générale de notre Parti et la doctrine qu'il entend faire prévaloir en vue de la reconstruction de la France, de l'Europe et du Monde.*

*Cette doctrine, dans son gros œuvre, n'est pas nouvelle. C'est notre doctrine de toujours, « éprouvée et glorieuse », mais ajustée aux circonstances et aux nécessités révolutionnaires issues du bouleversement mondial déterminé par la guerre.*

*Le devoir de nos militants est d'en nourrir leur propagande et leur action de tous les jours, en attendant de l'intégrer dans la réalité historique de demain.*

*Vive le Socialisme international !*

LE POPULAIRE

Le Parti Socialiste s'incline avec émotion devant les victimes de la guerre et soldats tombés pour racheter sur les champs de bataille l'impéritie de nos généraux, militants assassinés pour n'avoir pas voulu trahir leur idéal, prisonniers étouffant dans les oflags et les stalags, ouvriers déportés dans les usines de guerre de l'ennemi, condamnés politiques martyrisés dans les bagnes de Vichy.

Il salue également tous les courageux militants des deux zones qui, malgré les menaces et les dangers, continuent le combat pour la liberté : Militants socialistes, communistes, ou des organisations de résistance.

A tous il lance un cri d'appel qui est un élan d'espoir.

### Parti de révolution sociale et de démocratie politique.

Au moment où il s'adresse au peuple français pour lui réaffirmer sa conviction de la victoire désormais inéluctable des démocraties anglo-saxonnes et de la République soviétique, le P. S. entend se définir lui-même et propose un programme commun à la résistance française.

Il n'est pas le parti d'hier. Il a rompu délibérément et définitivement avec beaucoup de ses membres et certaines de ses méthodes. Sa doctrine sort intacte et même confirmée de l'épreuve universelle. Par contre, ses modes d'action et sa composition mêmes devront être renouvelés.

Parti de révolution sociale et de démocratie politique, il est d'ores et déjà, dans l'illégalité,

le Grand Parti de la France de demain, dont les traits essentiels se dessinent dans la résistance. L'ouvrier, le paysan, le commerçant, comme le fonctionnaire, déjà confondus dans la bataille commune, y ont leur place, tout comme y ont la leur le militant laïque ou le catholique croyant, épris l'un et l'autre d'un idéal large et humain.

S'affirmant différent des autres organisations, le P. S. entend cependant conserver avec loyauté sa place de combat dans la résistance française.

### De Gaulle et nous.

Le P. S. est unanime à exprimer au Général de Gaulle, grand chef militaire, sa profonde reconnaissance pour avoir, le 18 Juin 1940, déclaré que la France demeurerait dans la guerre et pour avoir fait appel à tous les Français qui refusaient la capitulation des traîtres de Bordeaux et voulaient continuer le combat.

Le P. S. constate en outre que la quasi totalité de l'opinion publique appelle de ses vœux la constitution d'un gouvernement provisoire présidé par lui. Autour de lui et de lui seul, peut, en effet, s'organiser, au lendemain de la délivrance et jusqu'à ce que la souveraineté populaire se soit librement exprimée, un gouvernement d'unité française, qui devra être composé d'hommes anciens, choisis parmi les plus purs et dont le nom, la personne et l'action seront les meilleurs garants de la solidarité doctrinale avec la démocratie et la ré-

publique d'hier, et d'hommes nouveaux, que la lutte actuelle dans la résistance ont révélés et dont la présence assurera le rajeunissement évidemment réclamé par le pays.

Indépendamment de la significative présence au Gouvernement de ces garants républicains et du libre fonctionnement des partis, non pour des querelles stériles, mais pour la reconstruction commune, une assemblée provisoire de contrôle devra fonctionner qui pourrait être composée de délégués des organisations de résistance, de délégués des partis ayant vécu dans l'illégalité, de parlementaires n'ayant pas prononcé le 10 Juillet 1940 la déchéance de la République et de délégués des départements recouverts au fur et à mesure de l'avance des armées de la libération.

Le P. S. estime nécessaire et urgent que la France soit présente à toutes les négociations internationales dont dépend le sort de l'Europe et du monde. Pour cela, il importe que soit reconnu désormais un gouvernement qui, s'inspirant sans ambiguïté des principes démocratiques souvent proclamés par son chef, puisse être considéré comme l'émanation indiscutée de la volonté du pays.

Le Gouvernement administrera les territoires français au fur et à mesure de leur libération. Il sera au moment de la victoire totale le gouvernement provisoire de la France.

Il devra poursuivre dans la légalité l'œuvre d'épuration révolutionnaire et républicaine commencée dans la résistance.

### La mission du Gouvernement.

Sa mission sera donc de restaurer la souveraineté nationale, de rétablir aussitôt toutes les libertés traditionnelles et de permettre au peuple de choisir en toute indépendance le régime qu'il entend se donner.

Il devra en outre parer à des nécessités immédiates d'ordre alimentaire, sanitaire et social. Il lui faudra remettre en mar-

che l'économie interrompue ou étouffée. Il lui faudra préparer l'élaboration de la paix et en tout cas participer à la conclusion d'un armistice.

Quoique provisoire, il aura donc à choisir dans le domaine économique, comme dans le domaine international, entre un certain nombre de solutions et son choix engagera nécessairement l'avenir.

### L'économique et le social.

Dans le domaine économique et social, il est indiscutable que le futur statut de la France dépend des décisions qui seront ou ne seront pas prises pendant cette période. Ce serait une dangereuse illusion de croire qu'on pourra attendre que les élections à la Constituante aient eu lieu et que les décisions pourront être arrêtées par cette assemblée. Certaines mesures édictées par le Gouvernement provisoire pourront n'avoir en apparence d'autre justification que celles dictées par l'urgence et les difficultés de la reconstruction; elles n'en rétabliraient pas moins, et de façon permanente, si elles étaient adoptées, les féodalités économiques et financières dans leur toute-puissance; elles perpétueraient le désordre dans la production, le gaspillage des énergies dans la distribution et les plus révoltantes iniquités dans la répartition.

C'est pourquoi les grandes industries monopolisatrices, les services publics et les banques distributrices du crédit et des capitaux d'investissement, ainsi que les Compagnies d'assurances, doivent être aussitôt reprises par la Nation. Cette opération sera facilitée dans de nombreux cas par la remise à l'Etat français de toutes les participations accaparées par l'ennemi pendant l'occupation.

### Contre le corporatisme.

L'économie française délivrée du corporatisme bureaucratique

Su te au verso

## MESSAGE POUR « LE POPULAIRE »

*Je suis heureux de remercier et de féliciter le « Populaire » de son action.*

*Tous les Français, quelle que soit leur classe sociale, quelle que soit leur opinion politique, sont unis dans la résistance. Ils ont écouté la leçon de patriotisme, de cohésion et d'ardeur*

*renouveau qu'impose la lutte contre l'invasion.*

*Notre accord est la condition du salut du pays. Continuons à travailler ensemble pour que la France libérée soit plus forte, plus rayonnante et plus fraternelle.*

Général DE GAULLE.



et étouffant, dans lequel les hommes de Vichy ont essayé de l'enfermer, devra, par l'intermédiaire de programmes de production, à l'élaboration desquels participeront librement tous les intéressés, être soumise désormais, non plus aux conventions ou profit capitaliste, mais aux exigences de l'intérêt général. Cet effort commun, indispensable pour résoudre rapidement les immenses problèmes posés par la reconstruction industrielle, agricole et commerciale de l'économie française, ne pourra être mené à bien que si les travailleurs sont appelés directement à participer aux décisions et à profiter des résultats.

Dans les grandes et moyennes entreprises, les ouvriers et les techniciens devront prendre part à l'ensemble d'une gestion au succès de laquelle ils sont intéressés parce qu'elle a pour objet l'intérêt public à l'exclusion de tous privilèges.

Cette gestion, qui ne devra jamais, à aucun degré de la hiérarchie, exclure la notion indispensable de la responsabilité personnelle, devra être préparée et facilitée par un enseignement professionnel et technique exclusif de toute déformation bureaucratique.

### Ni paternalisme ni étatisme.

La lutte des classes dont il ne suffit pas, à la manière des hommes de Vichy, de nier l'existence pour en assurer la disparition, ne sera supprimée ni par un paternalisme hypocrite, ni par un étatisme envahissant. Le problème de répartition qui en constitue l'essentiel devra être résolu en évitant par tous les moyens le retour au désordre économique d'avant-guerre, en limitant strictement le profit du capital, en adaptant la production non pas au gré des intérêts de quelques-uns, mais conformément aux besoins de tous, et en assurant, tant par le développement des œuvres sociales que par une politique dirigée des prix, une répartition équitable des richesses, de manière que tous puissent concourir sans arrière-pensée à un effort maximum de production.

Pour éviter, sur le plan international, que se reproduisent à nouveau ces heures d'impérialismes économiques, dont les travailleurs étaient, dans la paix comme dans la guerre, les seules et éternelles victimes, ces mesures coordonnées à l'échelon national, devront s'insérer dans le cadre de la nouvelle économie internationale et être accompagnées notamment de dispositions monétaires.

L'Etat français ainsi conçu et dont le peuple ressent déjà confusément le dessin s'ajuste les nations gardent leur pleine autonomie linguistique, culturelle, administrative, et leurs pleines libertés sociales en effet, dans l'ordre politique, social, économique, à une communauté internationale qui devra être les Etats-Unis du monde.

### Les Etats-Unis du monde.

Cette Société des Etats-Unis du monde devra être dotée de réels pouvoirs économiques et politiques. Elle devra être un Super-Etat. Elle devra avoir la puissance de faire respecter ses décisions. Elle devra ne pas s'en tenir aux formules périmées de non-intervention politique. Il serait inadmissible qu'un Etat fasciste pût faire partie de la collectivité des nations civilisées après la victoire remportée par les nations civilisées contre le fascisme. La Société des Nations devra donc avoir droit de contrôle sur la constitution politique des Etats membres.

### Le problème allemand.

S'agissant spécialement du problème allemand, le P. S. rappelle le caractère idéologique de la guerre présente et ne saurait admettre qu'une paix de vengeance intervint contre le peuple allemand opprimé par Hitler et les nazis.

Il est cependant exact que le prussianisme a créé chez quantité d'Allemands le goût et l'admiration de la force. L'éducation démocratique a toujours été très imparfaite en Allemagne. Le nazisme — dans la naissance duquel les puissances occidentales ont une part importante de responsabilité — a créé une génération de jeunes monstres qu'il faudra rééduquer.

Il faut que l'Allemagne sente la réalité de la victoire des démocraties, qu'elle soit consciente que l'agression ne paie pas.

Il faudra détruire l'appareil militaire allemand, aider la révolution populaire, résoudre le problème agraire, supprimer le *Schwerindustrie*, socialiser les biens des Junkers, etc.; sans toucher à l'unité allemande dont l'existence ne peut être niée, établir un régime fédéral qui empêche la prédominance de la Prusse, contrôler enfin les institutions politiques et l'instruction publique.

Mais ces réformes ne peuvent être entreprises que dans un monde dominé par l'influence socialiste. Elles ne peuvent être menées à bien qu'avec la collaboration étroite et fraternelle des démocrates d'Allemagne.

D'ailleurs, la suppression de l'appareil militaire allemand doit être le signal de la limitation générale réelle des armements. Et les empiètements nécessaires sur la souveraineté allemande ne seront facilement envisagés que si tous les Etats acceptent eux aussi d'importantes limitations à leur propre autorité.

### Le droit des peuples.

Le Socialisme se fonde sur le droit des peuples. Il se refuse à avaliser toute annexion de territoires contre le gré des populations. Les fédérations composant les Etats-Unis du Monde devront être librement consenties. Il faut sans doute les souhaiter le plus larges possibles, mais il faut que, dans chacune,

L'idée du partage de l'Europe entre deux ou trois grandes Puissances doit être rejetée.

Toutes les nations, même les plus grandes, devront abandonner une part importante de leur souveraineté. Toutes les nations, même les plus petites, devront avoir le droit d'exister et de retenir la part de souveraineté qui n'est pas nuisible à la collectivité européenne et à la collectivité internationale.

Bref, la politique de la nouvelle S. D. N., après le châtiement sans pitié des coupables et des traîtres, et de tous les cadres des dictatures, devra être de faire confiance aux peuples, de fonder la paix sur l'égalité et la justice et non sur des rapports de force que le temps renverse infailliblement.

En ce qui concerne l'U.R.S.S., le P. S. ne conçoit pas de communauté internationale sans sa collaboration égale, loyale et constante. Il se félicite de la dissolution du Komintern et voit dans cette dissolution le prélude à cette collaboration.

Il émet le vœu que la reconstruction de l'Internationale ouvrière et socialiste et son alliance avec les partis ayant constitué la III<sup>e</sup> Internationale,

prépare les voies qui permettront notamment au Parti Communiste français de s'intégrer à son tour, également, loyalement et avec confiance, dans la communauté nationale.

### Adhésion enthousiaste.

Telles sont les grandes lignes que, sur le plan politique, économique et international, le socialisme français propose comme programme commun au Comité National de la Résistance française, dont l'institution, à sa demande, vient d'être créée et qui a pour premier devoir d'exprimer ce que le peuple français pressent et réclame.

Il n'ignore pas que ce programme sera réalisé seulement dans la mesure où lui-même sera fort et puissant. De même que l'organisation internationale ne sera, elle aussi, viable que dans la mesure où l'Internationale ouvrière sera puissante et forte.

Aussi est-ce finalement, après avoir clairement défini ses vues, comme exprimé ses craintes et ses espoirs, à l'adhésion enthousiaste, principalement de la jeunesse, qu'il appelle le peuple de France.

*Le Parti Socialiste.*

## Au Conseil de la Résistance

*Le Conseil de la Résistance s'est réuni le 27 Mai. Il groupe, à côté des organisations de résistance proprement dites, les partis politiques participant eux-mêmes à la résistance française. Le Parti Socialiste y est représenté.*

*De la déclaration adoptée par le Conseil, détachons le passage suivant :*

« La France, déjà présente sur tous les fronts, aspire à rentrer plus intensément encore dans la guerre libératrice et à y jeter toutes les ressources de son Empire libéré.

« Pour atteindre pleinement ce but, il faut qu'elle ait, au plus tôt, un gouvernement unique et fort, qui coordonne et qui ordonne, affirmant aux yeux du monde son prestige retrouvé de grande nation.

« Le Conseil considère comme inadéquate l'institution à cet effet d'un simple Comité Exécutif, surtout s'il devait comporter une dualité de direction incompatible avec les nécessités de la guerre et l'ampleur de sa mission.

« La France ne peut concevoir que la création d'un véritable gouvernement, provisoire, certes, mais en ayant toutes les formes et toute l'autorité, répudiant une fois pour toutes, officiellement et dans les faits, la dictature de Vichy, ses hommes, ses symboles, ses prolongements.

« Elle entend que ce gouvernement — c'est le devoir du Conseil de l'affirmer avec netteté — soit confié au Général de Gaulle qui fut l'âme de la résistance aux jours les plus sombres et qui n'a cessé depuis le 1<sup>er</sup> Juin 1940 de préparer en

pleine lucidité et en pleine indépendance, la renaissance de la Patrie détruite, comme des libertés républicaines déchirées.

« Elle souhaite ardemment que le Général Giraud qui a préparé et assuré avec les Alliés la victoire en Afrique du Nord prenne le commandement de l'armée française ressuscitée.

« Ainsi seront réalisées, techniquement et moralement, les conditions nécessaires à l'unité de toutes les forces françaises combattantes, instrument indispensable de la libération et de la résurrection de notre pays. »

*Disons que, en ce qui concerne le gouvernement provisoire, notre Parti avait voté dès le 21 Mai, une résolution inspirée des mêmes préoccupations que le texte qu'on vient de lire.*

*Ajoutons enfin que le Général de Gaulle avait fait parvenir au Conseil de la Résistance un message.*

*Nous ne pouvons, faute de place, publier intégralement cet important document, mais nous tenons à dire combien nous applaudissons au passage suivant, où nous trouvons l'écho, nullement affaibli, des idées du Parti socialiste.*

Mais l'affreux bouleversement politique, économique, social, moral, où le désastre, la trahison, l'usurpation ont plongé notre pays, ne prendra pas fin par le seul fait que les forces allemandes et italiennes auront été écrasées par les forces alliées. Ce bouleversement a des causes profondes. Il aura d'immenses conséquences. La guerre présente est pour toutes les nations, mais avant tout pour la France, une colossale révolution. »